

Renault et la France. Atlantico, 23/5/2020. Réponses J. Bichot

<https://www.atlantico.fr/decryptage/3589796/renault--sauver-les-entreprises-en-les-accablant-de-contraintes-nouvelles-est-il-vraiment-le-meilleur-moyen-de-reconstruire-une-industrie-francaise-performante--jacques-bichot-jacques-cremer-loik-le-floch-prigent>

1. Dans une interview donnée hier au Figaro, le ministre de l'économie Bruno Lemaire a demandé à Renault de s'engager à garder ses sites français ouverts, en échange d'un prêt de 5 Md€ pour aider l'entreprise à traverser la crise sanitaire. Les engagements demandés à Renault sont-ils plus nocifs qu'utile à l'entreprise ?

Renault est une entreprise mondialisée, même si l'on fait abstraction de son alliance avec les constructeurs japonais Nissan et Mitsubishi. La part de ses ventes en France, en nombre de véhicules, est de l'ordre du quart, environ 700 000 par an en année « normale ». Quant à sa production, la proportion du made in France est même plutôt inférieure, environ 20 %.

Autrement dit, Renault produit hors de nos frontières non seulement parce que la majorité de ses clients sont étrangers, mais aussi parce que la concurrence internationale l'oblige à rechercher les coûts les plus bas compatibles avec une bonne qualité. Son implantation en Roumanie pour sa marque Dacia est parlante : les salaires roumains sont modestes, et le petit fonctionnaire français, comme l'ensemble de nos concitoyens qui ne roulent pas sur l'or, est content d'en profiter.

L'affaiblissement considérable des « barrières douanières » est un problème crucial pour l'industrie en général, et l'automobile en particulier. Quelle que soit l'équipe de direction de Renault, comme d'ailleurs de PSA et d'une très importante partie de nos entreprises, la délocalisation de la fabrication est quasiment incontournable. Le ministre des finances représente l'Etat, actionnaire de Renault et en même temps soucieux de ne pas avoir pléthore de chômeurs et un déficit extérieur colossal. En tant qu'actionnaire, recapitaliser l'entreprise n'a de sens que si c'est pour la rendre rentable, et cela passe malheureusement, dans l'état actuel des choses, par le recours à une main d'œuvre à la fois compétente, travailleuse et à bon marché. Le ministre, lui, se soucie de l'emploi en France, et de faire rentrer des impôts et taxes. La situation de Bruno Lemaire est donc des plus inconfortables.

Elle le sera aussi pour ses successeurs, car si l'Etat se porte garant d'un prêt de 5 Md€ qui sera difficile à rembourser avec une production française trop onéreuse, il leur faudra trouver des moyens discrets pour passer cette somme en pertes et profits, ou plus exactement pour prendre à son compte une dette devenue irrécouvrable. Bref, cette opération mi-chèvre, mi-chou ne se conçoit que dans le cadre de nos gouvernements éphémères, dont l'action consiste pour une part importante à refiler la patate chaude aux successeurs.

2. Cette prise de position de la part du ministre de l'économie est-elle surprenante ?

Pas le moins du monde ! Nos ministres agissent à court terme, pour parer au plus pressé, en fonction de ce qui fait l'actualité médiatique, et dans le cadre d'une conception paternaliste de leur fonction. Dans l'immédiat, Bruno Lemaire se préoccupe de ne pas avoir quelques milliers de chômeurs supplémentaires sur les bras, et comme les 5 Md€ de prêt ne constituent qu'une petite fraction de l'argent que l'Etat français emprunte actuellement pour permettre à une classe politique paniquée de donner l'impression qu'elle se démène, c'est-à-dire qu'elle joue au Père Noël, l'impact médiatique de cette gestion à la petite semaine sera modeste.

Ce qu'il faudrait, c'est s'attaquer sérieusement au problème de la mondialisation. Notre planète est actuellement comme un gros cargo dont les cales seraient dépourvues de cloisons étanches : toute voie d'eau met le navire en péril. Ce n'est pas très agréable à dire, mais notre monde a besoin de cloisonnement. La mondialisation débridée a montré ses limites. Nous ne pouvons pas toujours compter sur les Chinois ou les Indonésiens pour nous fournir les masques et les gants requis, à bas prix, en cas d'épidémie. Nous ne pouvons pas faire fabriquer systématiquement à l'étranger les médicaments que nos chercheurs ont découvert. Nous ne pouvons pas confier aux autres pays la fabrication de la plupart de nos équipements informatiques. Etc., etc.

Pourquoi cela ? Parce que le monde est dur et la vie, tragique. L'Occident est devenu riche, vieux et mou : si nous voulons rester riches, il nous faut rajeunir et remplacer la graisse par du muscle. Nous vivons actuellement de la rente que nous a procuré notre avance scientifique et technologique, mais cet avantage stratégique est grignoté d'année en année. Il nous faut une nouvelle stratégie, passant par une réindustrialisation, dont la tragi-comédie de Renault montre hélas combien nous en sommes éloignés. Il existe deux ères, celle du libre-échange, où nous vivons, et celle d'un certain cloisonnement, avec réindustrialisation des vieux pays riches, ère où il s'agit d'entrer. Sinon ? Sinon, il faudra nous adapter à vivre sous la tutelle d'un Xi Jinping.

3. Les injonctions administratives françaises sont-elles un frein au redémarrage de l'économie de notre pays ?

Oui, bien sûr, du fait qu'elles sont formulées par des personnes qui ont des conceptions économiques erronées. Si « injonctions administratives » est une manière fleurie de désigner le fait de donner des ordres, de commander, tout dépend de l'art et de la manière de ceux qui ont pour fonction de commander. Et comme la France a souvent été un pays mal commandé, comme elle l'est encore, cela ne lui vaut rien. Ce n'est pas nouveau : nos rois et leurs bras droits ont été tantôt des gouvernants intelligents, tantôt des fanfarons sans cervelle, et la France s'est élevée sous les uns, rabaisée sous les autres.

Le problème actuel est compliqué par l'existence de l'Union européenne, institution trop faible pour mener une action, mais suffisamment importante pour contribuer à paralyser des Etats-membres dont beaucoup ne brillent déjà pas par la qualité de leurs dirigeants. La France ne peut évidemment pas, seule, se soustraire au libre échange débridé qui lui fait beaucoup de tort, ainsi qu'à bon nombre de ses voisins, et comme l'Union est un ectoplasme, l'indispensable mise en place de règles d'échange (et de droits de douane,

soyons clairs) ne se réalise pas. La désindustrialisation de l'Union européenne, comme celle des Etats-Unis, sont des catastrophes mondiales : le cas de Renault est un minuscule exemple parmi bien d'autres.

Le grand problème du redémarrage français et européen, dans un cadre mondial qui va rester perturbé pendant des années, c'est la réindustrialisation. Nous devons fabriquer, pas seulement inventer, breveter, passer des contrats alambiqués. Il faut parfois des « injonctions administratives », mais celles-ci peuvent aussi être des calamités : tout dépend de l'intelligence de ceux qui les donnent. En ce qui concerne la France, hélas, le caporalisme primaire qui a présidé au confinement n'est pas bon signe. Les Français sont indisciplinés mais débrouillards et inventifs. Il semblerait que les éminences qui les gouvernent aient beaucoup misé sur la discipline, et peu sur le point fort de leurs concitoyens. Qu'ils relisent donc *Le Petit Prince* de Saint-Exupéry, et prennent de la graine du roi du premier astéroïde, qui finit par dire au Petit Prince, pour être obéi à coup sûr : « je t'ordonne de tantôt bailler, tantôt ne pas bailler ». Voilà de quel genre d'injonctions administratives les habitants du pays de la liberté ont le plus besoin !